

## SOMMAIRE

### DOSSIER :

#### BURKINA FASO : AUTOPSIE DE LA GUERRE

- LES CONSÉQUENCES  
DU COUP D'ÉTAT  
P.3

- UNE GUERRE QUI  
N'EST PAS RELIGIEUSE  
P.4

- UNE GUERRE AUX  
CAUSES D'ABORD  
ENDOGÈNES  
P.6

### LES IDÉES À L'ENDROIT :

- « FRANÇAÏRIQUE » :  
UN MYTHE QUI A LA  
VIE DURE  
P.8

- LE SAHEL FACE AU  
SENTIMENT  
ANTIFRANÇAIS  
P.10

- COMMENT LA  
FRANCE EST DEVENUE  
LA « COLONIE DE SES  
COLONIES »  
P.14



#### Sahel : et maintenant, que faire ?

Au Sahel, la France s'arc-boute sur l'idéologie démocratique désormais vue en Afrique comme une forme de néocolonialisme. Résultat, après la Centrafrique, elle va être « éjectée » du Mali alors que ses soldats y tombent pour assurer la sécurité de populations abandonnées par leur propre armée... Les incessantes manifestations de Bamako, les convois français bloqués « spontanément » par des civils au Burkina Faso ou au Niger, ainsi que les déclarations enflammées de responsables politiques locaux, appellent donc à un total changement de paradigme qui doit déboucher sur un désengagement rapide.

Le fond du problème est que le Mali, le Burkina Faso et le Niger, Etats faillis aux armées incompétentes, accusent la France de « néocolonialisme », alors que ses soldats font la guerre à leur place... Or, si guerre il y a, c'est parce que ces trois pays ont, comme je ne cesse de le dire depuis des années (voir mon livre *Les guerres du Sahel des origines à nos jours*), toujours refusé de prendre en compte les revendications de leurs minorités ethniques, Touareg ou Peul, sur lesquelles se sont opportunément greffés les jihadistes. C'est en effet sur les braises des quatre guerres touareg du Mali qu'ont su souffler ces derniers. Sans parler des humiliations permanentes subies par les pasteurs peul. De toute évidence, le rôle de Barkhane n'était pas de régler ces questions ethno-politiques

inscrites dans plusieurs siècles d'histoire.

En réalité, ceux qui dénoncent la France ont choisi de le faire afin de flatter leurs opinions publiques. Nous sommes en présence d'une entreprise de défausse rendue d'autant plus facile que l'accusation de néo-colonialisme est toujours prompte à échauffer des esprits gangrenés par la rente mémorielle et encouragés par l'ethno-masochisme des élites françaises. Une situation dangereuse pour les populations locales car, de cette dénonciation de la France ne sort aucune proposition, aucune alternative, en dehors d'épanchements de bile momentanés qui font bien rire les mercenaires russes...

Voilà donc la France devenue bouc-émissaire permettant aux élites locales qui ont systématiquement pillé leurs pays respectifs de cacher six décennies de corruption, de détournements, d'incapacité politique, en un mot d'incompétence. Regardons la réalité en face :

- Est-ce la faute de la France si, au Mali, au Burkina Faso et au Niger, le désastre est total, si les crises alimentaires sont permanentes, si l'insécurité est généralisée et si la pauvreté atteint des niveaux sidérants ?

- Est-ce la faute de la France si les armées locales s'enfuient devant les groupes armés après avoir pillé ceux qu'elles étaient censées protéger ?

Face au ressentiment antifrançais, l'urgence est donc de laisser les faillis face à leurs responsabilités. D'autant plus que la « françaisité » est un fantasme, la France n'ayant, ni économiquement, ni stratégiquement, ni politiquement, de véritables intérêts dans la région.

# DOSSIER : BURKINA FASO : AUTOPSIE DE LA GUERRE



Dans l'ouest de la région sahélo-guinéenne, le Burkina Faso constitue actuellement la principale cible des groupes armés terroristes (GAT). Ayant des frontières communes avec le Niger, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin, le pays est un verrou régional dont l'effondrement pourrait avoir des conséquences incalculables dans toute la sous-région<sup>[1]</sup>. Sommes-nous cependant réellement face à une subversion politico-religieuse ou bien en présence de causes endogènes utilisées par les jihadistes ? L'identification des GAT est donc la priorité car pour mener une guerre, il est essentiel de connaître ceux que nous combattons afin de ne pas nous tromper d'ennemi.

Qui sont donc ceux qui font régner la terreur dans le pays ? S'agit-il de véritables jihadistes ou bien de jihadistes opportunistes ?

Les chefs de ces GAT ont-ils une stratégie ? Ont-ils décidé de déstabiliser le Burkina Faso afin de s'ouvrir un couloir vers les pays du littoral, Bénin, Togo, Ghana et Côte d'Ivoire ?

Sommes-nous face à la reprise du grand mouvement de poussée de certains peuples sahéliens vers l'Océan, mouvement qui avait été bloqué par la colonisation et qui renaîtrait donc aujourd'hui sous paravent islamique et à la faveur de la déliquescence des Etats ?

Ou bien ne sommes-nous pas tout simplement en présence de groupes opportunistes n'ayant aucune vocation à la coagulation mais, qui, à l'image des groupes antagonistes qui formèrent la Séléka en Centrafrique pourraient s'engager dans une entreprise de razzia régionale ?

[1] La question du Burkina Faso a été traitée dans les numéros d'avril 2020 et de juillet 2021 de la revue, mais il est nécessaire, pour la bonne compréhension du sujet de revenir sur certains points alors exposés.

## BURKINA FASO : LES CONSÉQUENCES DU COUP D'ÉTAT

**Après celui du colonel Goïta au Mali, c'est au Burkina Faso que vient de se produire un coup d'Etat militaire. Par-delà les indignations moralisatrices d'une « bien-pensance » corsetée dans son impératif philosophico-démocratique, par-delà les analyses hors-sol des « spécialistes » médiatiques, et par-delà l'humiliation de la France, la raison profonde de ces coups d'Etat est triple :**

1) Rejet du démocratisme de type occidental ressenti comme une forme de néo-colonialisme, et volonté de retour à des pouvoirs forts, comme ceux qui prévalaient avant le funeste « discours de La Baule » et le diktat démocratique imposé à l'Afrique.

2) Rejet du postulat français de lutte globale contre le jihadisme quand tout le monde, sur place, au Sahel, sait que le problème n'est pas d'abord religieux. Ici, les jihadistes ou les GAT (Groupes armés terroristes) ne font en effet qu'utiliser à leur profit des causes purement endogènes comme je ne cesse de l'expliquer depuis des années.

3) Rejet de l'aveuglement français qui s'obstine à refuser de voir qu'il y a « jihadisme » et « jihadisme ».

L'un, celui de l'EIGS (Etat islamique dans le Grand Sahara) est effectivement une entreprise de subversion politico-religieuse. Mais l'autre, celui d'Aqmi, est ici d'abord un ethno-jihadisme ancré sur la double revendication des Touareg et des Peul.

Le colonel Goïta au Mali l'a bien compris. Voilà pourquoi il négocie en ce moment avec le Touareg Iyad Agh Ghali et le Peul Amadou Kouffa, ce que, prisonnière de ses dogmes, la France a toujours refusé de faire.

Les nouvelles autorités burkinabé vont probablement suivre la même voie avec les mouvements peul qui ensanglantent le nord du pays. Loin des objurgations de l'Elysée...

En attendant, l'accumulation des erreurs commises par les dirigeants français (voir mon

communiqué en date du 18 décembre 2021) fait que nos forces se trouvent désormais face à un rejet populaire qui va en s'accéléralant. Nos convois étant harcelés, leur ravitaillement va être de plus en plus difficile, cependant que tombent toujours les meilleurs des enfants de France qui combattent à la place de centaines de milliers de déserteurs maliens et burkinabé qui coulent des jours heureux en région parisienne...

Si le Niger, un pays plus que fragile, devait à son tour connaître un coup d'Etat, la situation de nos forces deviendrait alors problématique et leur repli vers le littoral une nécessité. Or, la seule voie de retrait passe par la Côte d'Ivoire où, là aussi, le sentiment anti Français gonfle chaque jour un peu plus...

L'impasse politique étant totale, la seule issue honorable pour la France serait un déploiement rapide et massif de ses meilleures unités d'intervention dans la région des « Trois frontières » afin d'y « casser » localement l'EIGS, et de profiter de l'opération pour démonter et replier Barkhane.

Le temps n'est plus aux emprises territoriales car nos armées ne sont pas en mesure de régler les problèmes ethno-politiques de fond sur lesquels prospèrent les jihadistes.

L'avenir est tout au contraire à la constitution de forces d'intervention aéro-maritimes ne dépendant donc pas des évolutions politiques locales, et destinées à intervenir vite, fort et surtout sans engagement dans la durée.

## UNE GUERRE QUI N'EST PAS RELIGIEUSE

La question du Burkina Faso s'inscrit dans un cadre sous-régional englobant le sud du Mali, le Niger fluvial, le nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo et du Bénin. Dans toutes ces régions, le soubassement de la dislocation est formé par la résurgence active ou potentielle de conflits antérieurs à la période coloniale. Renaissant actuellement sous forme de querelles paysannes amplifiées par la surpopulation et par la péjoration climatique, ils entrent ensuite tout à fait artificiellement dans le champ du jihad.

Depuis 2015, les groupes terroristes ont pris pied au Burkina Faso, un pays jusque-là préservé. Ils s'implantèrent d'abord par contagion, dans la province du Soum limitrophe du Mali, puis dans celles d'Oudalan et de Seno (voir la carte de la page 2), toutes deux à forte population peul et où le contentieux ethnique est ancien.

L'année 2016 vit l'explosion du nombre des attaques terroristes, tant dans la province du Soum, toujours en contagion des événements du Macina malien, mais également dans l'est du pays, y provoquant de fortes réactions ethniques. Le 2 mars 2016 la capitale, Ouagadougou, fut le théâtre d'un attentat sanglant revendiqué par le *Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans* (GSIM-AQMI).

Durant l'année 2017, la tache terroriste s'étendit, puis, à partir de fin 2018, début 2019, l'EIGS (Etat islamique au grand Sahara) commença à s'implanter dans la région. Une greffe qui prit d'autant plus d'importance que le chef local d'AQMI, le Peul Amadou Koufa, à travers les interventions de l'imam Dicko, avait entrepris des négociations avec Bamako, ce qui avait déplu aux plus radicaux de ses hommes qui s'étaient alors séparés de lui pour rejoindre l'EIGS. Furent alors touchées les régions peu peuplées de l'est et du centre, là où existait une tradition de banditisme de brousse. Les GAT achevèrent d'y détruire le faible maillage administratif en attaquant gendarmeries et casernes et en brûlant les écoles. Laissées sans protection, les populations s'armèrent et constituèrent des groupes d'auto-défense qui s'attaquèrent aux Peul suspectés d'être de connivence avec les terroristes.

En 2019, la contagion terroriste a touché l'est de la région de Fada-Ngourma, autour de Gourmantché. Un phénomène qui n'a cessé de prendre de l'ampleur en 2020 et en 2021, année qui vit les attaques terroristes contre les forces armées

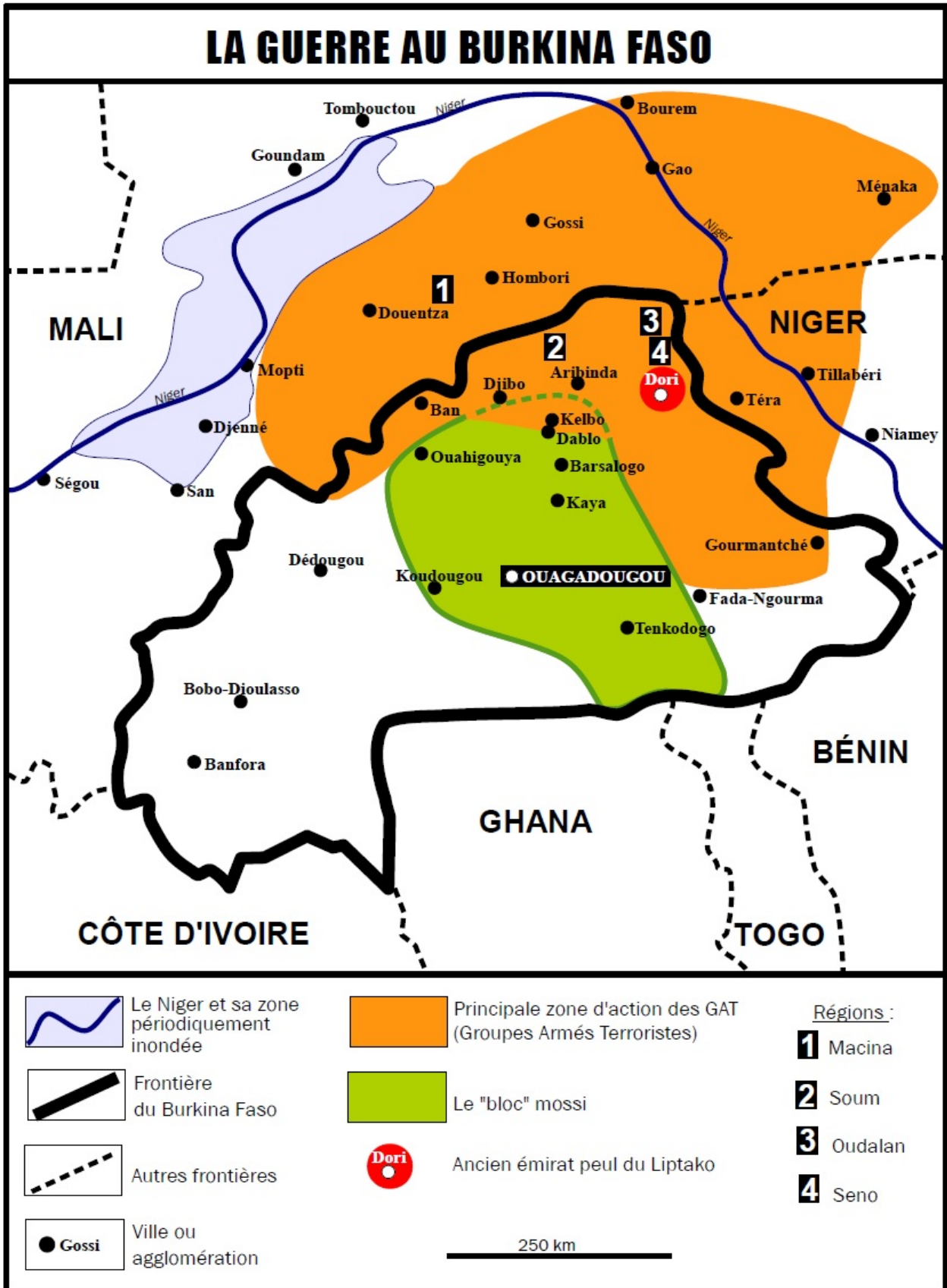
et contre les civils prendre une ampleur considérable.

Aujourd'hui, la cible prioritaire de l'EIGS est formée par les groupes d'auto-défense, les VDP (*Volontaires de la défense de la patrie*), essentiellement composés de Mossi qui considèrent les Peul comme complices des assaillants et qu'ils pourchassent, ce qui entraîne les représailles des jihadistes dans un cercle vicieux infernal et hors de contrôle. Les groupes d'autodéfense se composent également des *Koglweogo*, gardiens de la brousse en mooré la langue des Mossi. Les *Koglweogo* recrutent également chez les Fulsé (Kurumba). Ces miliciens sont vus comme le bras armé de l'expansionnisme mossi et les Peul qui sont leurs victimes organisent à leur tour leur auto-défense vue par les non Peul comme une forme de jihadisme.

Même si ces « jihadistes » régionaux sont essentiellement des Peul, les attentats de 2015 et 2016 qui ensanglantèrent Bassam en Côte d'Ivoire, Ouagadougou au Burkina Faso, Bamako et Sévaré au Mali, furent ainsi commis par des Peul du Macina malien, les composantes de ces groupes sont cependant diverses.

Une chose est néanmoins certaine, le facteur religieux motivant leurs membres est souvent secondaire. Rapidement baptisés « jihadistes », ces insurgés se sont en effet soulevés pour des motifs d'abord locaux dans lesquels la religion est quasiment absente.

Selon un rapport du Ministère burkinabé de la Justice et des droits humains publié fin 2021 et qui recense les conflits ensanglantent le pays depuis 2018, seuls 7% sont en effet à base religieuse quand 86% ont pour origine l'opposition agriculteurs-éleveurs. Cependant, ces conflits traditionnels sont utilisés et même captés par les jihadistes. En réalité, à de petits noyaux de religieux s'agrègent tout ce que les régions concernées peuvent compter de mécontents, de bandits traditionnels, d'orpailleurs, de braconniers et d'éleveurs dont les troupeaux sont raziés.



Tous droits de reproduction réservés [www.bernard-lugan.com](http://www.bernard-lugan.com)

## UNE GUERRE AUX CAUSES D'ABORD ENDOGÈNES

L'actuelle désintégration du Burkina Faso a d'abord des causes endogènes. Dans le nord du pays, les actuels massacres ethniques découlent ainsi de conflits datant de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, quand la région fut conquise par des éleveurs Peul dont l'impérialisme s'abritait derrière le paravent du  *jihad* .

Comme je le montre dans mon livre  *Les guerres du Sahel des origines à nos jours* , l'histoire qui permet de voir plus loin que l'immédiateté des approches médiatiques, enseigne que c'est d'abord sur le socle des souvenirs de l'époque précoloniale toujours présents dans les mémoires que la région s'est embrasée. Tout y a commencé dans le sud Mali, dans l'ancien Macina historique<sup>[1]</sup>, région administrative de Mopti, avant de déborder au Burkina Faso où plusieurs guerres se déroulent aujourd'hui. Ainsi :

- Dans le nord du pays, en dehors du cas particulier du Soum, la principale question qui se pose est celle de l'opposition entre colons mossi et indigènes. Ici, la migration de paysans mossi à la recherche de terres exerce une forte pression sur le foncier, d'où des tensions avec les ethnies autochtones.

Le phénomène a été aggravé par la  *Loi de 2009 sur le foncier rural*  qui reconnaît la pleine propriété aux migrants agricoles après 30 années d'occupation continue, ce qui est ressenti comme une spoliation par les indigènes qui parlent de colonisation mossi. Le phénomène a été une fois encore aggravé par la démocratie car, étant donné que ces colons mossi votent, ils ont donc une influence sur les élections des maires et des chefs de villages lesquels détiennent les clés de l'accès au foncier.

- Dans les provinces limitrophes du Macina malien, notamment dans la province du Soum, la création de la filière rizicole a attiré des paysans mossi, gourmantché et fulsé-kurumba. Or, les rizières ont été créées sur des terrains humides qui étaient

indispensables aux éleveurs peul. Devenus majoritaires sur certaines parties de la province, ces colons ont contesté l'autorité de l'émir peul dans la désignation des chefs de villages, ce qui a provoqué l'exaspération des Peul, ce dont les jihadistes ont profité.

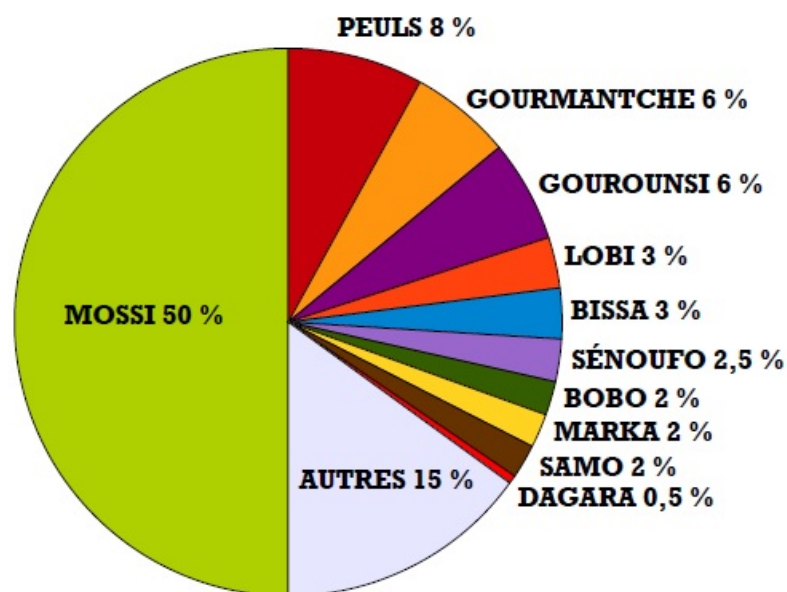
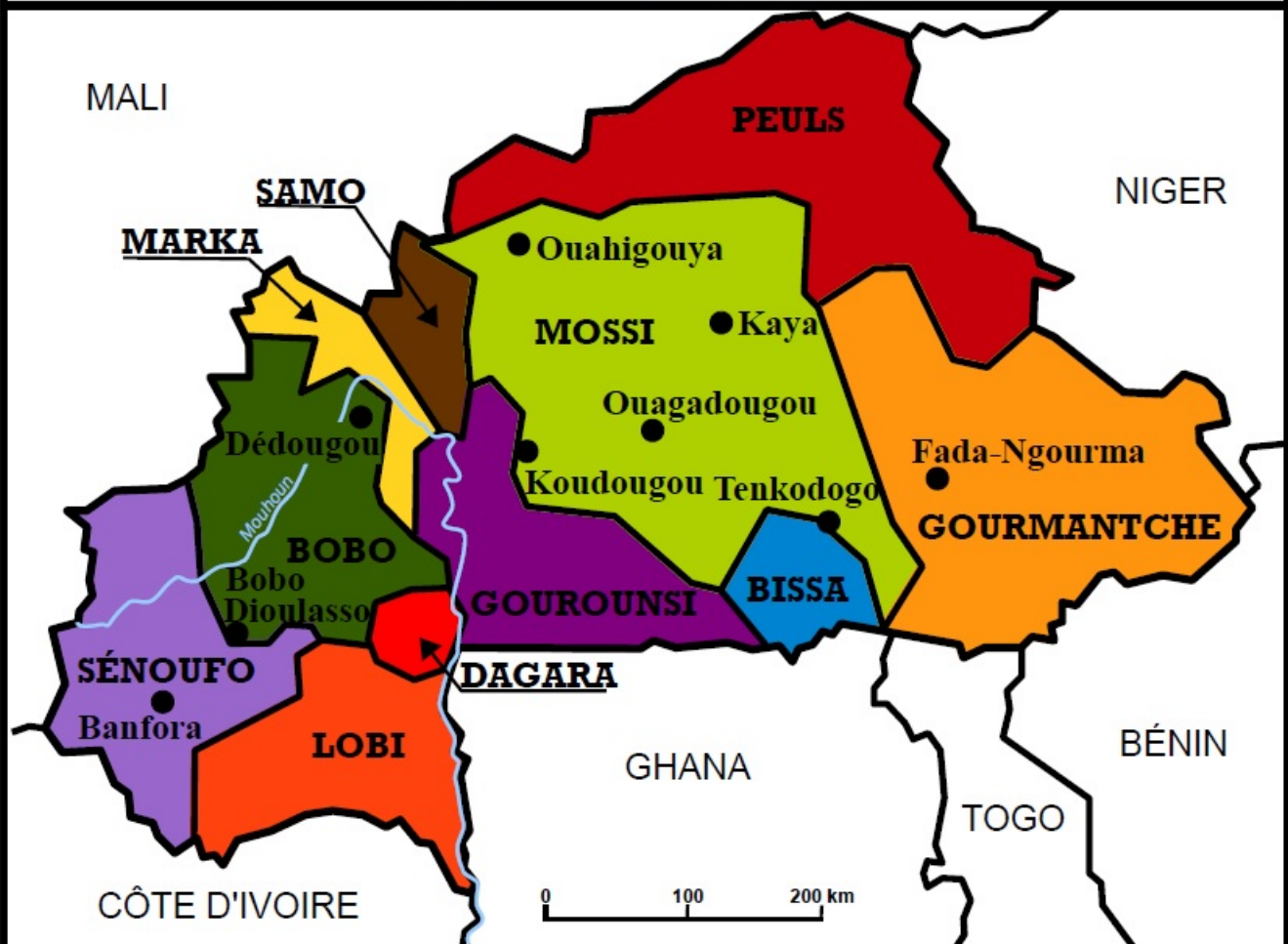
- Dans la région dite des « Trois frontières » (Mali-Niger et Burkina Faso), nous assistons à un retour à la situation qui prévalait au XIX<sup>e</sup> siècle quand les populations vivant le long du fleuve Niger et dans ses plaines alluviales, qu'il s'agisse des Songhay, des Djerma ou des Gourmantché, étaient prises en étau entre deux poussées prédatrices, celle des Touareg au nord et celle des Peul au sud, à partir d'émirats dont celui du Liptako.

Trop faibles pour résister, les sédentaires du fleuve durent alors subir ou composer. C'est ainsi que se constituèrent de complexes réseaux d'alliances ou de solidarités dont les survivances se retrouvent aujourd'hui dans les engagements des uns et des autres, soit aux côtés, soit contre les jihadistes.

- Dans le sud-est, le déclencheur de la déstabilisation fut la création de zones faunistiques protégées dont la conséquence fut à la fois la restriction des activités de transhumance, la fin des défrichages, l'interdiction de la chasse, des activités d'orpaillage et parfois même des déguerpissements de populations. Les jihadistes ont promis à ceux qui subissaient cette situation nouvelle de rendre la liberté des terres en supprimant l'immense réserve naturelle d'où les villageois avaient été expulsés et dans laquelle ils autorisent la chasse et l'extraction de l'or.

[1] En partie composé du delta intérieur du Niger, la région est partiellement inondée une partie de l'année, donnant naissance à des zones exondées très fertiles convoitées à la fois par les agriculteurs Dogon (45% de la population), Songhay ou Bambara, ainsi que par les éleveurs Peul (30%).

## LES ETHNIES DU BURKINA FASO



Tous droits de reproduction réservés [www.bernard-lugan.com](http://www.bernard-lugan.com)

## « FRANÇAFRIQUE » : UN MYTHE QUI A LA VIE DURE

Le mythe de la « françafrique » constitue le fonds de commerce de groupes gauchistes, d'ONG politiquement engagées et d'intellectuels africains non mentalement décolonisés. Tous refusent obstinément de voir que les relations entre la France et l'Afrique ont considérablement changé depuis que la première n'est plus qu'une entité au sein de l'Union européenne, ce qui, par la force des choses, a largement enterré un bilatéralisme qu'ils continuent pourtant de dénoncer.

Depuis deux décennies, la présence française en Afrique a profondément évolué, et cela, dans tous les domaines :

- De moins en moins d'expatriés français vivent en Afrique. Les événements du Congo Brazzaville d'abord, ceux de Centrafrique et du Tchad ensuite, et enfin ceux de Côte d'Ivoire, ont en effet eu pour conséquence le départ d'une partie d'entre eux. Aujourd'hui, plus de 50% des ressortissants français vivant en Afrique sont des binationaux.

- Economiquement, l'Afrique ne compte pas pour la France. En 2020, année faste, l'ensemble du continent a ainsi totalisé moins de 3,5% de tout le commerce extérieur de la France (2,6% en 2018) ([www.tresor.economie.gouv.fr](http://www.tresor.economie.gouv.fr)), dont 50% pour les trois seuls pays du Maghreb (Maroc, Algérie et Tunisie). Cela revient donc à dire que les 40 pays hors Maghreb n'ont représenté qu'un peu plus de 1,5% du commerce extérieur français.

- Dans la zone CFA, présentée par certains comme une « poule aux œufs d'or » française, la part commerciale de la France atteint à peine en moyenne 11%, loin derrière la Chine. A presque 90%, la zone CFA commerce donc avec d'autres pays que la France. A lui seul, le Maroc est pour la France un partenaire commercial plus important que toute la zone CFA. Quant aux exportations françaises, sur une moyenne de 12 milliards d'euros réalisés au sud du Sahara, la zone CFA en totalise environ 6 milliards, soit à peine un peu plus de 1% de toutes les exportations françaises. Pour ce qui est des importations, les chiffres sont voisins. La zone CFA n'est donc pas cette « chasse commerciale gardée » permettant aux productions françaises

de bénéficier d'une sorte de marché réservé comme certains continuent à l'affirmer.

- En 2019, avant le covid, le total mondial des exportations françaises fut de 508 milliards d'euros de biens et de 251 milliards d'euros de services, soit 759 milliards d'euros (Banque de France). Sur cette somme, seuls 25,91 milliards d'euros, soit 3% furent exportées sur l'ensemble du continent africain, dont 12,2 milliards d'euros de biens et marchandises, au sud du Sahara, soit moins de 1,6% de toutes les exportations françaises.

- La France n'a plus de « chasses gardées » en Afrique. Ainsi, le Gabon, sur lequel tant d'inepties sont encore colportées, ne fut en moyenne 2010-2020, que son 74<sup>e</sup> partenaire commercial. Avec moins d'un milliard d'euros d'échanges cumulés, il ne représente que 0,1% de toutes les importations françaises et 0,5% de ses besoins pétroliers.

- Les trois premiers partenaires commerciaux de la France en Afrique sud saharienne n'ont jamais fait partie de son empire colonial puisqu'il s'agit de la République sud-Africaine, du Nigeria et de l'Angola, avec lesquels Paris a un volume d'échanges plus important qu'avec toute la zone CFA.

Aujourd'hui, la France ne détient plus que 7,35% des parts du marché africain, loin derrière la Chine avec 27,75% de parts de marché.

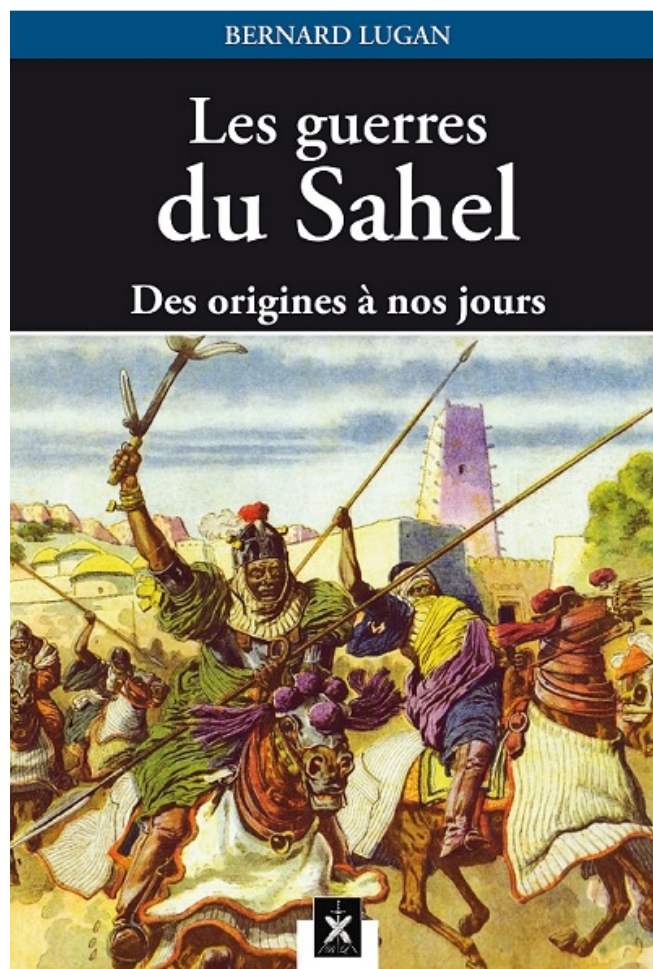
- En dépit de sa présence au Sahel, militairement, la France n'est plus le gendarme de l'Afrique. Ses effectifs au sud du Sahara qui étaient de 30 000



hommes en 1960 et de 11 000 en 2006, n'étaient plus que de l'ordre de 5000 en 2010, à la veille de l'Opération Serval au Mali. Aujourd'hui, ils sont stationnés sur ses trois dernières bases, à savoir 1900 hommes à Djibouti, 350 à Dakar et 900 à Libreville au Gabon. Plus une présence d'environ 950 hommes en Côte d'Ivoire afin d'assurer un relais opérationnel de la BSS. La France est cependant toujours présente dans le cadre de missions ponctuelles d'assistance ou d'intervention.

Les détracteurs du défunt franc CFA soutenaient que les comptes d'opérations étant ouverts auprès du Trésor français, ce dernier bloquait des sommes d'environ 14 milliards d'euros appartenant aux Africains et dont les intérêts lui profitaient. Or, que pesaient ces 14 milliards d'euros servant de garantie aux Etats africains pour la couverture de leurs achats à l'étranger comparés aux 697 milliards d'euros du budget général total de la France en 2020, y compris annexes et comptes spéciaux ?

De plus, la France versait bon an, mal an, un peu plus de 40 millions d'euros à la BCEAO au titre de la rémunération de ses avoirs extérieurs nets, à un taux plancher de 0,75%, « bien supérieur aux conditions offertes aux autres placements à vue et à la rémunération qu'elle-même obtient lorsqu'elle dépose sa trésorerie à la BCE ».



## LE SAHEL FACE AU SENTIMENT ANTIFRANÇAIS

Alors que des soldats français tombent pour assurer la sécurité de populations abandonnées par leurs armées, dans tout l'Ouest africain sahélien monte un sentiment antifrançais. Une situation qui appelle un changement de paradigme et qui passe par un désengagement rapide.

Les incessantes manifestations qui se déroulent à Bamako, la capitale du Mali, celles qui ont désormais lieu à Ouagadougou, les convois français bloqués « spontanément » par des civils au Burkina Faso ou au Niger ainsi que les déclarations enflammées de responsables politiques locaux, illustrent bien le sentiment antifrançais qui s'est emparé des pays dans lesquels combat la force Barkhane.

A l'occasion de l'actuelle crise antifrançaise ressortent des comportements relevant de la psychanalyse des foules et reposant sur un arrière-plan colonial mal « digéré ». Le fond du problème est que le Mali, le Burkina Faso et le Niger sont des États faillis aux armées incompetentes, et qui accusent la France de « néocolonialisme », alors que ses soldats font la guerre à leur place...

Un reproche surréaliste car, si guerre il y a, c'est parce que ces trois pays ont, comme je ne cesse de le dire depuis des années, toujours refusé de prendre en compte les revendications de leurs minorités ethniques, Touareg ou Peul. Or, de toute évidence, le rôle Barkhane n'était pas de régler des questions ethno-politiques inscrites dans plusieurs siècles d'histoire.

Afin de justifier leurs attaques contre la France, les responsables locaux disent, que si Nicolas Sarkozy n'avait pas déstabilisé la Libye, nous n'en serions pas là aujourd'hui. L'argument est en partie recevable, et je l'ai maintes fois développé. Cependant, là encore, si l'inconcevable déstabilisation libyenne a eu des répercussions au Sahel, c'est parce que la situation y était explosive. Et elle l'était parce que les braises des quatre guerres touareg du Mali et celles des deux guerres touareg du Niger étaient encore incandescentes. Sans parler des humiliations permanentes subies par les pasteurs peul. Et si les braises de ces conflits étaient toujours rougeoyantes, c'est parce que derrière l'alibi de l'ethno-mathématique électorale, les dirigeants locaux n'ont jamais cessé de considérer les Touareg et les Peul comme des citoyens de seconde zone.

En réalité, nous sommes face à un sentiment de déresponsabilisation caractéristique de mentalités non vraiment décolonisées. La vérité, et il importe de ne pas craindre de le dire haut et fort, est que ceux qui dénoncent la France ont choisi de le faire afin de flatter des opinions publiques prêtes à leur sauter à la gorge et à leur demander des comptes quant à leur gestion des affaires.

Nous sommes en effet en présence d'une entreprise de défausse rendue d'autant plus facile que l'accusation de néo-colonialisme est toujours prompte à échauffer des esprits gangrenés par la rente mémorielle et encouragés par l'ethnomasochisme des élites françaises. Une situation dangereuse pour les populations locales car, de cette dénonciation de la France ne sort aucune proposition, aucune alternative, en dehors d'épanchements de bile momentanés.

Voilà donc la France devenue bouc-émissaire permettant à ceux qui ont systématiquement pillé leurs pays respectifs de cacher six décennies de corruption, de détournements, d'incapacité politique, en un mot d'incompétence. Regardons la réalité en face :

- Est-ce la faute de la France si, pour simplement survivre, des centaines de milliers de Maliens, de Burkinabés ou de Nigériens partent, pour l'immigration, malheureux *boat people* se livrant au bon vouloir de gangs qui les lancent dans de mortelles traversées en direction de la « terre promise » française ?

- Est-ce la faute de la France si les hôpitaux de ces trois pays n'ont pas de médicaments et si les infrastructures de santé ont disparu ?

- Est-ce la faute de la France si les écoles, les lycées et les universités n'ont pas de matériel pédagogique ?

- Est-ce la faute de la France si les services publics sont en naufrage ?

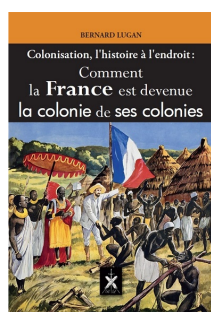
- Est-ce la faute de la France si, au Mali, au Burkina Faso et au Niger, le désastre est total, si les crises alimentaires sont permanentes, si l'insécurité est généralisée et si la pauvreté atteint des niveaux sidérants ?

- Est-ce enfin la faute de la France si les armées locales s'enfuient devant les groupes armés après avoir pillé ceux qu'ils étaient censés protéger et après avoir violé leurs femmes et leurs filles ?

Face au ressentiment qui sert désormais de politique aux dirigeants de ces trois pays, il n'est plus

acceptable de laisser mourir nos soldats, eux qui combattent à la place de ceux qui se débandent. L'urgence est donc de laisser les faillis face à leurs responsabilités. D'autant plus que la « française » est un fantasme car la France n'a, et cela, ni économiquement, ni stratégiquement, ni politiquement, de véritables intérêts dans la région.

# Commander les livres de Bernard Lugan



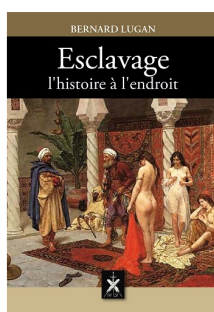
**COMMENT LA FRANCE EST DEVENUE LA COLONIE DE SES COLONIES**

**34€**



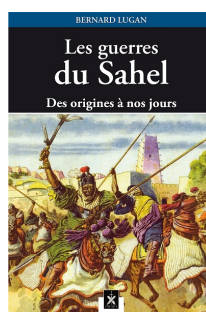
**POUR RÉPONDRE AUX DÉCOLONIAUX, AUX ISLAMO-GAUCHISTES ET AUX TERRORISTES DE LA REPENTANCE**

**32€**



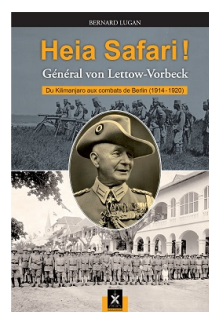
**ESCLAVAGE, L'HISTOIRE À L'ENDROIT**

**32€**



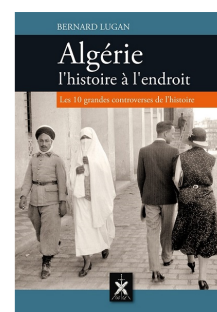
**LES GUERRES DU SAHEL**

**35€**



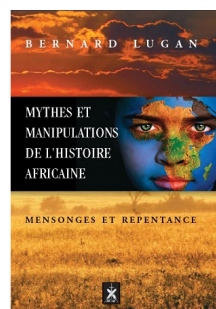
**HEIA SAFARI, GÉNÉRAL VON LETTOW-VORBECK**

**36€**



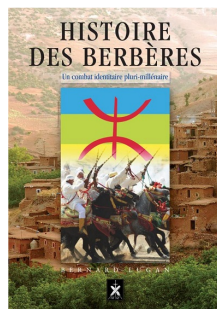
**ALGÉRIE, L'HISTOIRE À L'ENDROIT**

**34€**



**MYTHES ET MANIPULATIONS DE L'HISTOIRE AFRICAINE**

**28€**



**HISTOIRE DES BERBÈRES, DES ORIGINES À NOS JOURS**

**29€**

**PayPal™**



**- FRAIS DE PORT INCLUS POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE**

**Paiement sécurisé sur : [WWW.BERNARD-LUGAN.COM](http://WWW.BERNARD-LUGAN.COM)**

**- LIVRAISON EN COLISSIMO SUIVI**

**UN LIVRE AU CHOIX DANS LA LISTE DE LA PAGE 1 EST OFFERT POUR LA COMMANDE DE 5 DES 18 LIVRES PROPOSÉS**

## BON DE COMMANDE POUR PAIEMENT PAR CHÈQUE

**NOM ET PRÉNOM :**

**ADRESSE D'ENVOI :**

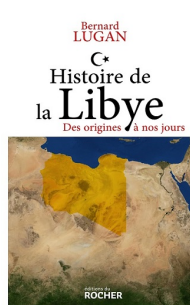
**ADRESSE E-MAIL (IMPORTANT POUR LE SUIVI DE LA COMMANDE) :**

**LIVRE(S) :**

- COMMENT LA FRANCE EST DEVENUE... 
  POUR RÉPONDRE AUX DÉCOLONIAUX 
  ESCLAVAGE, HISTOIRE À L'ENDROIT  
 LES GUERRES DU SAHEL 
  HEIA SAFARI 
  ALGÉRIE, HISTOIRE À L'ENDROIT 
  MYTHES ET MANIPULATIONS  
 HISTOIRE DES BERBÈRES

**VOTRE CHÈQUE EST À ENVOYER À : BERNARD LUGAN, BP 45, 42360 PANISSIÈRES**

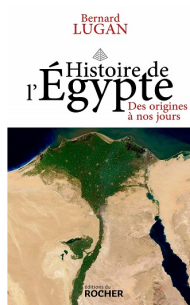
# Commander les livres de Bernard Lugan



HISTOIRE DE  
LA LIBYE

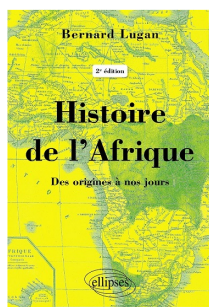
**NOUVEAU**

**27€**



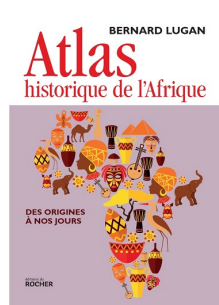
HISTOIRE DE  
L'EGYPTE

**30€**



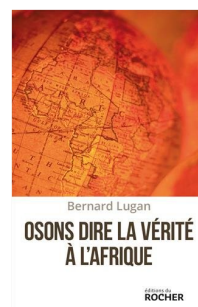
HISTOIRE DE  
L'AFRIQUE

**53€**



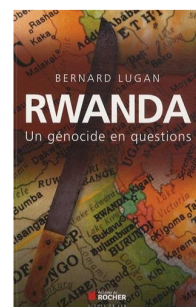
ATLAS HISTORIQUE  
DE L'AFRIQUE, DES  
ORIGINES À NOS  
JOURS

**33€**



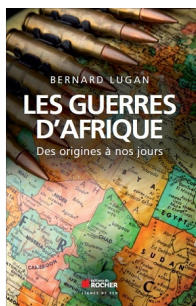
OSONS DIRE  
LA VÉRITÉ À  
L'AFRIQUE

**27€**



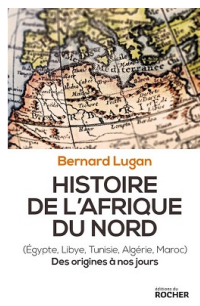
RWANDA, UN  
GÉNOCIDE EN  
QUESTIONS

**29€**



LES GUERRES  
D'AFRIQUE,  
DES ORIGINES  
À NOS JOURS

**38€**



HISTOIRE DE  
L'AFRIQUE DU  
NORD

**35€**



LE BANQUET  
DES SOUDARDS

**19€**



NOUVELLES  
INCORRECTES  
D'UNE AFRIQUE  
DISPARUE

**25€**

PayPal™



Paiement sécurisé  
sur :

**WWW.BERNARD-  
LUGAN.COM**

## BON DE COMMANDE POUR PAIEMENT PAR CHÈQUE

NOM ET PRÉNOM :

ADRESSE D'ENVOI :

ADRESSE E-MAIL (IMPORTANT POUR LE SUIVI DE LA COMMANDE) :

LIVRE(S) :

HISTOIRE DE LA LIBYE  HISTOIRE DE L'EGYPTE  HISTOIRE DE L'AFRIQUE  ATLAS HISTORIQUE

OSONS DIRE LA VÉRITÉ À L'AFRIQUE  RWANDA, UN GÉNOCIDE EN QUESTIONS  LES GUERRES D'AFRIQUE

HISTOIRE DE L'AFRIQUE DU NORD  LE BANQUET DES SOUDARDS  NOUVELLES INCORRECTES

VOTRE CHÈQUE EST À ENVOYER À : BERNARD LUGAN, BP 45, 42360 PANISSIÈRES

BERNARD LUGAN

## Colonisation, l'histoire à l'endroit : Comment la France est devenue la colonie de ses colonies



### L'Afrique Réelle :

*Vous publiez un livre dans lequel vous expliquez que la conséquence de la colonisation d'hier est la colonisation à rebours que subit aujourd'hui la France au point, dites-vous d'en faire désormais la « colonie de ses colonies ». L'actuel « grand remplacement » est-il donc une conséquence de la colonisation ?*

### Bernard Lugan :

Clairement oui et pour deux raisons :

1) La première est que ce sont essentiellement nos anciens « sujets » coloniaux qui déferlent sur la France, leur ancienne métropole. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Il y eut ainsi au maximum, 1,5 million de Français installés dans tout l'Empire, dont plus des deux tiers dans la seule Algérie. Or, aujourd'hui, les populations originaires de l'ancien Empire vivant en France, comptent plus de dix millions de personnes, naturalisés compris, soit dix fois plus qu'il n'y eut de « colons » dans tout l'Empire français. Quant aux

Algériens qui, depuis les « Accords d'Évian », bénéficient de facilités d'entrée en France, 80% d'entre eux ont des parents en Europe, très essentiellement en France où existe le regroupement familial. Autant dire que le mouvement de colonisation à rebours n'est pas prêt de s'arrêter et cela d'autant plus que nombreux sont ces néocolons qui installent leur mode de vie sur des fractions de plus en plus importantes du territoire français. Peut-on donc parler d'autre chose que de colonisation à rebours et de France devenue la colonie de ses anciennes colonies ?

2) La seconde raison, et là est le cœur du problème, est que l'idéologie dominante justifie cette colonisation d'aujourd'hui par le prétendu « pillage colonial » que nous aurions opéré en Afrique hier. C'est au nom de ce postulat culpabilisateur que l'actuel changement de peuple nous est imposé dans une ultime volonté d'expiation de « crimes » coloniaux imaginaires.

Voilà pourquoi, remettre à l'endroit l'histoire de la colonisation était donc une impérieuse nécessité car, avec la traite des Noirs, la colonisation constitue le deuxième grand pilier de l'acte d'accusation dressé contre l'Homme Blanc. Un acte d'accusation qui permet aux terroristes de la pensée de tenter de nous mettre en état de soumission. Mon livre est donc un outil de combat destiné à donner aux Résistants les arguments permettant de réfuter la colossale et mortifère entreprise de déconstruction historique que nous subissons aujourd'hui.

### L'Afrique Réelle :

*Votre livre est ancré sur deux grands points. Dans le premier vous démontrez, chiffres détaillés à l'appui, que la France ne s'est pas enrichie en Afrique, et que tout au contraire, elle s'y est ruinée. Dans le second vous expliquez le substrat idéologique hérité des « principes de 1789 » au nom desquels la gauche républicaine a lancé la France dans l'impasse de la colonisation. Commentons par la doxa qui soutient que la colonisation française fut une bonne affaire pour la France et qu'elle fut provoquée par les surplus de capitaux auxquels il fallait trouver des débouchés.*

### Bernard Lugan :

Il s'agit là d'un énorme mensonge car la France n'a pas placé ses surplus de capitaux dans ses colonies. Avant 1914, les colonies françaises dans leur ensemble, Indochine, Algérie et Antilles comprises, n'attiraient en effet pas le capital privé

# Nouveau livre de Bernard Lugan

français puisque les investissements privés y étaient *grosso modo* équivalents en volume à ceux réalisés dans le seul empire ottoman. Plus généralement, et contrairement à ce que veulent faire croire les « décoloniaux », et également contrairement à ce que postulait Jules Ferry, ne furent pas des raisons économiques qui poussèrent la France à la conquête d'une Afrique inconnue dont, par définition, tous ignoraient si elle recelait des richesses. Ce ne fut pas non plus pour y trouver des débouchés à son industrie car ces derniers n'existaient pas... Ce fut pour des raisons conjoncturelles politiques ou stratégiques, mais également idéologiques.

## L'Afrique Réelle :

*Restons si vous le voulez bien, sur le postulat de l'enrichissement de la France par la colonisation.*

## Bernard Lugan :

Vous avez raison de parler de ce postulat qui sous-entend que l'industrialisation et la richesse française reposeraient sur l'exploitation et le pillage de l'Afrique. Un peu de logique s'impose car, si la richesse était mesurée à l'échelle des possessions impériales, le Portugal aurait dû être une grande puissance industrielle mondiale. De même, la révolution industrielle française aurait dû se faire dans les régions des grands ports coloniaux, c'est-à-dire à Nantes, à Bordeaux ou à La Rochelle, et non en Lorraine. De plus, dans la décennie 1960, les pays les plus riches et les plus développés étaient ceux qui n'avaient jamais eu de colonies, comme les États-Unis d'Amérique, la Suède et la Suisse ou ceux qui les avaient perdues comme la Hollande ou l'Allemagne.

En revanche, la Grande-Bretagne et la France qui étaient avec le Portugal, les principales puissances coloniales étaient à la traîne car les capitaux dépensés outre-mer n'avaient pas permis la modernisation et la mutation des industries métropolitaines. Le miracle est que la France ait tout de même réussi à atteindre son niveau de richesse malgré son boulet économique impérial...

Je pose une autre question de bon sens : puisque la *doxa* soutient que la France tirait sa prospérité de son Empire africain, pourquoi son économie ne s'est-elle donc pas effondrée avec la décolonisation ? Et pourquoi, tout au contraire a-t-elle bénéficié de cette rupture ? En effet dans la décennie qui suivit les indépendances, jamais la croissance du capitalisme français n'a été aussi vigoureuse, ses transformations structurelles aussi rapides et le développement des infrastructures françaises aussi

impressionnant. Soulagée du boulet économique et financier colonial, la France a pu enfin investir dans les infrastructures nées durant les décennies « glorieuses » des années 1960-1990.

## L'Afrique Réelle :

*Chiffres à l'appui, vous montrez qu'effectivement, la France n'a pas pillé l'Afrique, mais qu'elle s'y est tout au contraire ruinée. Pour la clarté de votre démonstration, vous avez d'ailleurs converti en euros les sommes colossales englouties par elle et à fonds perdus dans ses colonies, ce qui permet immédiatement de mesurer la saignée subie par la France et qui réduit à néant le postulat du « pillage colonial ».*

## Bernard Lugan :

Pour les listes de chiffres, et elles sont effectivement parlantes, je préfère renvoyer à mon livre. Quelques exemples cependant. Après 1945, et alors que la décolonisation était en marche, la France qui sortait ruinée du conflit et qui avait toutes ses infrastructures à reconstruire, notamment 7000 ponts sur 9000, 150 gares principales, 80% de son réseau de navigation fluviale, son réseau ferré, ses usines, 50% de son parc automobile etc., lança dans son Empire et donc à fonds perdus pour elle, une fantastique politique altruiste de développement et de mise en valeur. Ces gigantesques programmes de grands travaux qui se firent aux dépens de la métropole, permirent de construire en Afrique 220 hôpitaux dans lesquels soins et médicaments étaient gratuits, 50.000 kilomètres de routes bitumées, 18.000 kilomètres de voies ferrées, 63 ports, 196 aérodromes, des centaines de barrages, de ponts, de centrales électriques, des milliers d'écoles, de dispensaires, de maternités, de conduites d'eau, de fermes modèles, de bâtiments divers, etc. Cela coûta à la France 22% de toutes ses dépenses sur fonds publics et fut payé par les impôts et l'épargne des Français. Et l'on ose nous parler de « pillage colonial » !!!

Deux autres exemples, en 1952, soit en pleine période de préparation de la décolonisation, la totalité des dépenses de la France dans son Outre-Mer, représentait 1/5<sup>e</sup> du budget français, un pourcentage colossal et suicidaire pour une économie alors en phase de reconstruction. Durant la décennie 1946-1956, pour la seule création d'infrastructures, l'État français a investi l'équivalent de 120,42 milliards d'euros dans ses colonies, et pour la seule année 1958, soit à peine deux ans avant les indépendances, le total de toutes les dépenses

# Nouveau livre de Bernard Lugan

outre-mer coûtèrent à la France l'équivalent de 323 milliards d'euros.

## L'Afrique Réelle :

*Vous écrivez, et cela semble à première vue paradoxal, que les colonies qui ruinaient la France n'avaient que peu d'intérêt économique pour elle, et, contrairement à la doxa qui postule que la France s'y fournissait en matières stratégiques, vous montrez que tel n'était pas le cas.*

## Bernard Lugan :

Stratégiques le riz, le sucre, l'huile d'olive, les arachides, le coton et les bananes qui constituaient près de 70% des importations impériales françaises ? Stratégique le vin algérien qui constituait 25% de toutes ses importations impériales ? Tout au contraire, les matières premières minières impériales, phosphates du Maroc compris, ne représentaient que 5,6% des importations coloniales françaises en 1910, et 4,8% en 1958.

## L'Afrique Réelle :

*Vous démontrez, autre paradoxe, qu'en plus, les productions impériales qui n'étaient en rien stratégiques, et que la France aurait pu acheter sur le marché international sans avoir à supporter le poids de la mise en valeur de son l'Empire, lui étaient vendues par ses propres colonies plus cher que sur le marché international. Un comble !*

## Bernard Lugan :

Dans mon livre, je pulvérise effectivement l'idée selon laquelle l'empire africain était pour la France un fournisseur à bon compte. En effet, « bonne fille », la France lui a toujours acheté ses productions environ 25% au-dessus des cours mondiaux. Et comme, en plus, en amont, elle avait subventionné les dites productions, la perte fut donc double pour la France comme Jacques Marseille et Daniel Lefeuvre l'ont bien montré. Quelques exemples : le litre de vin algérien était payé 35 francs alors que, à qualité égale, le vin grec, espagnol ou portugais valait 19 francs. Le cacao de Côte d'Ivoire était payé 220 francs les 100 kilos quand le cours mondial était de 180 francs. Pour les arachides du Sénégal, les agrumes et les bananes en général, le prix colonial français était de 15 à 20% supérieur aux cours mondiaux. En 1930 le prix du quintal de blé métropolitain était de 93 francs quand celui proposé par l'Algérie variait entre 120 et 140 f, soit 30 à 50% de plus.

Tout cela entraîna un surcoût pour le budget français. Pour les seules années 1954 à 1956, ce surcoût s'est élevé à plus de 50 milliards de FF, soit 81 milliards d'euros. De plus, à cette somme exorbitante, il faut encore ajouter le soutien des cours des productions coloniales qui coûta à la France 60 milliards par an pour les seules années 1956 à 1960, soit 97 milliards d'euros annuellement, l'équivalent du montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques françaises pour l'année 2021 !!!

Même la main d'œuvre industrielle était plus chère dans l'empire que celle de la métropole. Ainsi, en Algérie, selon un rapport de Saint-Gobain daté de 1949 par comparaison avec une usine métropolitaine située en province, l'ensemble des dépenses, salaires et accessoires était de 37% plus élevée en Algérie.

Dans ces conditions, économiquement parlant, cela valait-il donc la peine de conserver un empire qui vendait à sa métropole des productions non rares et plus cher que ce qu'elle aurait pu acheter sur le marché international ? Nous sommes toujours très loin du prétendu « pilage colonial »...

## L'Afrique Réelle :

*Encore plus grave, l'Empire a, selon vous, prolongé artificiellement la survie de secteurs économiques condamnés, freinant ainsi la nécessaire modernisation de pans entiers de son économie.*

## Bernard Lugan :

Dans les années 1980, Jacques Marseille a brillamment démontré que le débouché colonial fut essentiel à la survie d'industries condamnées. Ainsi, de 1900 à 1958, les fabriques françaises de bougies et de chapeaux de paille réalisèrent plus de 80% de leurs exportations dans l'Empire. Dans ce cas, oui, l'Empire fut rentable pour certains privés qui s'enrichirent quand la France se ruinait...

En revanche, pour les industries « motrices » comme l'industrie des métaux, les industries chimiques et électriques etc., le marché colonial ne jouait au maximum et encore, qu'un rôle d'appoint. Pour elles c'étaient les marchés des pays industriels qui leur offraient leurs débouchés. De plus, les colonies défavorisaient les industries françaises de pointe qui étaient pénalisées à l'exportation par les pays qui se heurtaient au protectionnisme impérial français. L'Empire permit donc le « sauvetage des canards boiteux », des secteurs condamnés de l'évolution économique, mais il pénalisa les secteurs d'avenir. Loin de les piller, la France était donc prise au piège de ses colonies.



# Nouveau livre de Bernard Lugan

## L'Afrique Réelle :

*Que répondre aux incessantes jérémiades algériennes accusant la France d'avoir pillé le pays ?*

## Bernard Lugan :

Ces doléances algériennes relèvent de la provocation car la « Chère Algérie » fut un véritable « tonneau des Danaïdes », un insupportable fardeau pour la métropole comme l'a si brillamment démontré le regretté Daniel Lefeuvre. Tout ce qui existait en Algérie au moment de l'indépendance y avait en effet été construit par la France, et à partir du néant. A savoir des centaines d'ouvrages d'art, des voies ferrées, des barrages, des usines, des routes, des ports, des aéroports, des écoles, des hôpitaux, des bâtiments divers. La liste est immense et je renvoie au chapitre X intitulé « La France a-t-elle pillé l'Algérie » de mon livre « Algérie l'histoire à l'endroit ».

Là encore je ne prendrai que quelques exemples. En 1959, toutes dépenses confondues, l'Algérie engloutissait à elle seule 20% du budget de l'Etat français, soit davantage que les budgets additionnés de l'Education nationale, des Travaux publics, des Transports, de la Reconstruction et du Logement, de l'Industrie et du Commerce !

Une saignée permanente qui contraignit à faire des choix budgétaires douloureux, car, afin d'aider encore davantage l'Algérie, il fallut faire patienter la Corrèze et le Cantal. Le sacrifice des Français de France fut alors double puisque leurs impôts augmentaient tandis que les engagements de l'Etat dans les domaines routiers, hospitaliers, énergétiques, etc., étaient amputés ou retardés.

Durant les neuf premiers mois de 1959, les crédits d'investissement en Algérie atteignirent 103,7 milliards de FF, soit 166 milliards d'euros, là encore, financés par le Trésor français. Le plus incompréhensible est que les dirigeants français acceptent de laisser insulter et calomnier notre pays par les affairistes qui ont fait main-basse sur l'Algérie, alors qu'il suffirait de publier le montant des sommes colossales qui y furent englouties jusqu'en 1962, ainsi que la liste de tout ce que les architectes et ingénieurs français y ont construit pour les réduire les aboyeurs au silence...

## L'Afrique Réelle :

*En définitive Jules Ferry s'est donc trompé ?*

## Bernard Lugan :

Oui, et en plus, il a trompé la France et les Français car, dès avant 1914, il était clairement apparu que

l'entreprise coloniale n'était pas source de profits comme il l'avait promis. Sauf dans le cas de certains secteurs marginaux comme je l'ai montré avec les bougies et les chapeaux de paille. Aussi, comme les capitalistes privés considéraient l'empire africain comme une affaire économique sans réel intérêt et qu'ils s'en désintéressaient, ils refusèrent donc d'y investir. A travers les impôts des Français, l'Etat fut alors contraint de se substituer à eux. Pour la France l'addition fut lourde car, dans la conception de Jules Ferry, la mise en valeur et la création des infrastructures nécessaires auraient dû être confiées au capitalisme, donc relever du secteur privé.

Ces investissements ne se faisant pas et les territoires n'ayant pas de ressources propres suffisantes, leurs budgets durent donc être constamment alimentés par des emprunts émis en métropole afin que puissent être entrepris en Afrique les travaux d'infrastructure lourde comme les ports, les ponts, les routes, les hôpitaux etc. La mise en valeur de l'Empire africain fut donc totalement supportée par l'épargne des Français et les sommes considérables qui y furent investies, retirées du capital disponible métropolitain afin de financer outre-mer des infrastructures pourtant nécessaires en France. Une fois encore, nous voilà loin du prétendu « pillage colonial »...

## L'Afrique Réelle :

*Chez Jules Ferry, et vous développez ce point essentiel, il y eut également une attitude idéologique.*

## Bernard Lugan :

Oui, car l'impérialisme de Jules Ferry reposait sur deux pieds, l'économie et la philosophie, comme il l'exposa très clairement le 28 juillet 1885, devant les députés en définissant sa doctrine coloniale. Pour lui, l'Empire devait certes offrir un débouché économique et commercial à la France, mais, et peut-être plus encore, la France « patrie des Lumières » se devait de faire connaître aux peuples qui l'ignoraient encore le message universaliste et émancipateur dont elle était porteuse. Toujours dans son célèbre discours du 28 juillet 1885, Jules Ferry ne craignit ainsi pas de déclarer :

*« Il faut dire ouvertement qu'en effet, les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures ; mais parce qu'il y a aussi un devoir. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures ».*

Or, il faut bien voir qu'à l'exception de Clemenceau et de ses amis, la gauche française

# Nouveau livre de Bernard Lugan

partageait la même idée. Ainsi, Albert Bayet, président de la *Ligue des droits de l'Homme* et dignitaire franc-maçon déclara en 1931, lors du congrès du mouvement qui se tint à Vichy, que la colonisation française était légitime puisqu'elle était porteuse du message des « grands ancêtres de 1789 ». Dans ces conditions, selon lui :

*« Faire connaître aux peuples les droits de l'homme, ce n'est pas une besogne d'impérialisme, c'est une tâche de fraternité ».*

Coloniser était donc un devoir révolutionnaire, et Albert Bayet ajouta :

*« La France moderne, fille de la Renaissance, héritière du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la Révolution, représente dans le monde un idéal qui a sa valeur propre et qu'elle peut et doit répandre dans l'univers (...) Le pays qui a proclamé les droits de l'homme a, de par son passé, la mission de répandre où il peut les idées qui ont fait sa propre grandeur ».*

## **L'Afrique Réelle :**

*Le paradoxe que vous soulignez est que la droite catholique et monarchiste se soit ralliée à cet idéal révolutionnaire et maçonnique qu'elle combattait pourtant depuis 1789...*

## **Bernard Lugan :**

Totalement lobotomisée philosophiquement et ayant perdu ses repères doctrinaux, par patriotisme mal compris, et au nom de l'évangélisation des païens, la droite nationaliste et catholique se rallia comme un seul homme à la doctrine coloniale universaliste et révolutionnaire définie par Jules Ferry, donc effectivement aux principes qu'elle combattait depuis 1789. Le responsable de cette capitulation intellectuelle fut le cardinal Lavignerie qui lança la « croisade anti-esclavagiste » et qui, en 1890, par le « toast d'Alger », demanda le ralliement des catholiques à la République. J'explique cela en détail dans mon livre.

## **L'Afrique Réelle :**

*Il y eut tout de même des exceptions à droite.*

## **Bernard Lugan :**

Oui, mais essentiellement au sein de la droite légitimiste. Puis, plus tard, Charles Maurras fut le premier à percevoir que la colonisation risquait de

provoquer un choc démographique en retour en raison de ses principes universalistes, assimilateurs ou intégrationnistes hérités des idées de 1789. Il exprima cette crainte dans un article de haute élévation intellectuelle intitulé « Qui colonise qui ? » publié dans *l'Action française*, le 13 juillet 1926, à propos de l'inauguration de la mosquée de Paris.

## **L'Afrique Réelle :**

*Résultat de la colonisation, la France est donc devenue la « Colonie de ses colonies ». Comment a-t-on pu en arriver là ?*

## **Bernard Lugan :**

Plusieurs raisons expliquent cette catastrophe cataclysmique unique dans l'histoire de l'humanité et qui met en grave péril existentiel nos sociétés européennes. D'abord, en amont, l'échec des pays décolonisés, puis l'avidité de certains industriels qui importèrent de la main-d'œuvre à bon marché. Ensuite, la décision criminelle de Giscard-Chirac d'autoriser le regroupement familial, ce qui fit d'une immigration temporaire de travail, une immigration de peuplement. Et enfin le terrorisme « anti-raciste » qui encouragea l'immigration tout en interdisant juridiquement aux Français de s'y opposer, la gauche pensant trouver dans les migrants un électorat de substitution....

## **L'Afrique Réelle :**

*Voyez-vous une solution à ce naufrage ?*

## **Bernard Lugan :**

En dehors de la remigration volontaire ou forcée, il n'en existe pas car tout le reste n'est que posture ou illusion. Ceux qui sont au pouvoir depuis des décennies, ainsi que les courants « patriotes » proposent en effet pour résoudre l'insoluble problème du « grand remplacement », les mêmes recettes d'assimilation-intégration qui furent inapplicables dans l'Empire, et les mêmes inutiles impératifs économiques du toujours plus de subventions. Le démographe Jacques Dupâquier a balayé cette utopie quand il écrivait en 2006, et depuis le phénomène s'est encore accéléré, qu'« il ne faut pas s'imaginer que l'intégration se fera toute seule, bien gentiment ».

Or, ce qui a échoué hier en Afrique échouera demain dans les banlieues et dans tous les territoires métropolitains qui connaissent une colonisa-

# Nouveau livre de Bernard Lugan

tion de peuplement. Avec en plus, une différence de taille : pour régler le problème, il ne sera pas possible, comme l'avait fait le général de Gaulle, d'y procéder par amputation territoriale. L'avenir s'annonce donc lourd d'orages et les générations européennes futures devront choisir entre trois options, à savoir la soumission progressive, la parti-

tion territoriale donc l'exil intérieur, et la Reconquête.

Mais rien ne pourra être entrepris sans un préalable qui est l'élimination de l'idéologie culpabilisatrice reposant sur le mythe incapacitant du « pillage colonial ». Puisse ce livre contribuer à cette purge salvatrice.

## Comment la **France** est devenue la colonie de ses colonies

Dans ses colonies, la France a construit 220 hôpitaux dans lesquels soins et médicaments étaient gratuits, 50 000 kilomètres de routes bitumées, 18 000 kilomètres de voies ferrées, 63 ports, 196 aérodromes, des centaines de barrages, de ponts, de centrales électriques, des milliers d'écoles, de dispensaires, de maternités, de conduites d'eau, de fermes modèles, de bâtiments divers, etc.

Cette entreprise titanesque fut intégralement payée par les impôts et l'épargne des Français. Elle coûta à la France 22 % de toutes ses dépenses sur fonds publics.

Entre 1946 et 1956, alors que la décolonisation était en marche, l'État français dépensa encore, pour la seule construction d'infrastructures coloniales, l'équivalent de 30,29 milliards d'euros supplémentaires. Quant à l'Algérie, de 1950 à 1960, elle engloutit à elle seule 20 % du budget de l'État Français. Des sommes colossales qui auraient pu être utilisées à moderniser la métropole.

Et l'on ose nous parler de « pillage colonial » en « réparation » duquel, dans une volonté d'expiation de « crimes » imaginaires, les Français sont aujourd'hui sommés, non seulement d'accepter, mais plus encore, d'intégrer une déferlante migratoire qui, selon la formule parlante d'Edouard Herriot, a fait de la France la « colonie de ses colonies ».

Remettre à l'endroit l'histoire de la colonisation était donc une nécessité afin de donner aux résistants de la pensée les arguments qui leur permettraient de combattre l'entreprise de déconstruction historique à laquelle se livrent des groupes de pression aux méthodes totalitaires.

Bernard Lugan est universitaire. Il fut professeur à l'École de Guerre et à l'ESM de Saint-Cyr-Coëtquidan. Il est expert auprès du TPIR (ONU). Il est l'auteur d'une trentaine de livres consacrés à l'Afrique et il dirige la revue par internet l'Afrique Réelle.





## FORMULAIRE D'ABONNEMENT/ RÉABONNEMENT POUR 2022

(LES ABONNEMENTS 2023 NE SERONT PAS PRIS EN COMPTE)

Née en 2010, l'Afrique Réelle est une lettre mensuelle PDF d'une vingtaine de pages envoyée par internet. Elle analyse les événements africains sur la longue durée à partir du réel géographique et ethnique.

Cet outil unique de connaissance des réalités du continent africain est illustré de cartes couleur. En plus de la revue, les abonnés reçoivent les analyses ponctuelles de Bernard Lugan.



Paiement sécurisé sur :  
[WWW.BERNARD-LUGAN.COM](http://WWW.BERNARD-LUGAN.COM)

Abonnement simple : **50€** (TVA incluse)

Donne droit aux 12 numéros de janvier à décembre 2021 ainsi qu'à tous les communiqués et analyses de Bernard Lugan.

Si vous désirez être tenu au courant de nos activités ou recevoir un exemplaire specimen gratuit de *l'Afrique Réelle*, nous écrire à :  
[contact@bernard-lugan.com](mailto:contact@bernard-lugan.com)

NOM ET PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL ET VILLE :

PAYS :

TÉLÉPHONE :

**ADRESSE E-MAIL (OBLIGATOIRE) :**

FORMULAIRE À RENVOYER À :  
BERNARD LUGAN  
BP 45  
42360 PANISSIÈRES

- RÉABONNEMENT 2022 : 12 NUMÉROS - 50 EUROS (TVA INCLUSE)
- ABONNEMENT 2022 : 12 NUMÉROS - 50 EUROS (TVA INCLUSE)
- ABONNEMENT 2021-2022 : 24 NUMÉROS - 65 EUROS (TVA INCLUSE)
- INTÉGRALITÉ DES 156 NUMÉROS 2010-2022 : 150 EUROS (TVA INCLUSE)